

SERVICE PUBLIC

La réhabilitation au cœur des débats à Oran

Le ministre de la Santé Abdelmalek Boudiaf a présidé hier une réunion tenue aux Andalouses, autour du thème de la réhabilitation du service public de la santé. La rencontre régionale a regroupé les cadres du secteur des 14 wilayas de la région ouest du pays.

Le but de ce conclave : la mise à niveau de la santé à travers l'amélioration de la qualité de la prise en charge du malade (médicale, soins, repas, literie, hygiène) dans le secteur hospitalier.

Hier, le ministre a donné la parole aux DSP des différentes wilayas de l'Ouest, qui ont exprimé leurs besoins et problèmes, parmi lesquels on compte celui des pannes répétitives des matériels, voire même de l'inexistence, dans des centres hospitaliers, de matériels pourtant plus que nécessaires à la

bonne prise en charge du patient. Il en est sorti de cette réunion, la décision du ministre de la Santé, ou tout au moins sa promesse de rendre plus fluide la communication, et améliorer le portail d'information de son ministère.

Un recensement des problèmes exprimés qui permettra, dira le ministre, d'établir une cartographie du secteur de la santé. Le premier responsable du secteur de la santé fera savoir que sa venue à Oran vise à trouver des solutions. En révélant qu'il a reçu des rapports issus d'inspections inopinées, ainsi que des écrits «anonymes» dénonçant des pratiques dans certains établissements. L'heure est aux solutions constructives pour sortir le secteur de sa léthargie, dit-il.

Abdelmalek Boudiaf est revenu sur les difficultés que rencontrent les médecins spécialistes. «Certains après avoir été affectés dans un service, une fois sur place, ils ne trouvent tout simplement pas de service en question, dès lors, il ne faut pas que les DSP en demandent s'ils n'ont même pas le service en ques-



Photo : DR

tion.» Il fera également rappeler la directive du Premier ministre, concernant les médecins spécialistes. «Le Premier ministre a été clair,

une fois affecté dans un service dans une quelconque wilaya, il faut lui assurer le logement.»

En marge de la rencontre, le directeur central de la prévention a abordé les cas de malaria, en précisant que pour les quatre cas de Batna, il s'agit de cas isolés et même si les 9 autres cas de Ghardaïa présentent le même virus, des analyses plus approfondies sont en cours. Il fera savoir que ce lundi, une rencontre regroupera des spécialistes au ministère de la Santé afin d'en débattre. Tout en signalant que depuis le mois d'octobre, des mesures avaient été prises en anticipant une cellule de veille dans les zones frontalières (Niger, Mali).

Les cas sus-cités ne sont pas graves, dira l'intervenant, certains ont même pu rejoindre leur domicile. Toutefois, il fera remarquer que tant qu'il y aura des foyers de contagion, il y a risque, d'où l'urgence de prendre des mesures.

Amel Bentolba

MOSTAGANEM

Repas chaud pour les SDF

Louable initiative de la part de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya et l'association bienfaitrice Salssabil qui consiste en la distribution de repas chauds aux SDF de la ville de Mostaganem.

En ce jour de fin de semaine, il est 20 heures quand un fourgon et un véhicule s'occupent de la distribution de repas et la première destination fut le quartier de Beymouth où un groupe d'une dizaine de personnes squattant les lieux a savouré un repas copieux.

La deuxième halte fut le quartier du Derb où les équipes de bénévoles rencontra de nombreux sans-abri pour leur offrir de quoi manger à leur faim.

La tournée se poursuit dans d'autres endroits où de nombreux plats ont été servis. Vers 22 heures, la mission prit fin et chacun des membres bienfaiteurs rentra chez lui avec, à l'esprit, l'image terrible de ces malheureux condamnés à vivre dans la rue.

Un adolescent de 17 ans arrêté pour agression sur 2 jeunes filles

B. M. n'est âgé que de 17 ans, mais il a déjà à son actif une liste de délits et fait montre souvent d'agressivité et de brutalité. Son mode d'agir : il provoque les passants, les agresse et les vole sous la menace d'une arme blanche. Cette fois, rôdant aux alentours de l'ancienne gare routière à la cité des 400 logements, il a récidivé en agressant deux jeunes filles d'une vingtaine d'années pour leur voler un sac à main, leurs mobiles et une bague en or.

L'enquête a été confiée à la Sûreté du 7<sup>e</sup> arrondissement et grâce aux témoignages et signalements sur l'agresseur donnés par les deux jeunes filles, il a été interpellé au centre-ville et arrêté.

Durant sa garde à vue, l'agresseur a été formellement reconnu par ses victimes. Le jeune multirécidiviste a été incarcéré jeudi dernier par le procureur de la République et sera jugé par le tribunal des mineurs.

A. B.

NAÂMA

Suspendu après 30 ans de loyaux services pour avoir appelé à soutenir un 4<sup>e</sup> mandat pour Bouteflika

M. Lazghem Tayeb, technicien de son état, employé à l'Awem de Naâma (agence de l'emploi), a été suspendu de ses fonctions par la Direction régionale de Béchar dont relève l'agence de wilaya, pour, dira-t-il, avoir appelé ses collègues à un soutien de candidature à travers son email personnel, pour un quatrième mandat de Abdelaziz Bouteflika.

Après avoir cumulé plus de 30 ans de loyaux services auprès de l'administration de l'Etat, il est mis à la porte pour le motif d'avoir créé un comité de soutien à Bouteflika, qu'il a diffusé partout à travers les emails ; chose que beaucoup n'ont pas apprécié, dira-t-il. S'agit-il vraiment de motifs valables pour sa suspension, avancés par l'intéressé ? Si c'est le cas, c'est grave ! Pourquoi alors, l'intéressé n'a pas été mis à l'amiable à la retraite après 30

ans de service ? Ou pourquoi n'a-t-il pas été poursuivi en justice s'il y a... faute, sinon comment établir une décision de suspension sans motif portant simplement sur proposition du directeur des ressources humaines et des moyens : article 1 : M. Lazghem Tayeb est suspendu de ses fonctions à compter de la signature de cette décision... jusqu'à sa comparution devant le conseil de discipline !!!?

Dans une requête adressée au ministre de tutelle (Emploi et Sécurité sociale), avec copie pour la présidence et le Premier ministre, ce père de famille demande en urgence une commission d'enquête pour élucider les dessous de sa suspension et notera qu'il s'agit d'un complot et d'un règlement de comptes sans plus. «Les services de la présidence sont informés que mes collègues de l'Anem à travers le territoire national et moi-même avons constitué des comités de soutien pour un 4<sup>e</sup> mandat au président en exercice, et nous l'avions fait depuis

son premier mandat.» Selon l'intéressé, il semblerait qu'il est victime d'une machination d'un autre soutien puisque ceux qui sont derrière ce complot sont connus, avoue-t-il.

Dans un communiqué publié par les travailleurs de l'Anem (cellule UGTA), avec le soutien des travailleurs des agences du territoire national, ces derniers comptent s'engager dans une protestation ouverte à partir de ce dimanche 10 novembre à 8h, jusqu'à l'annulation pure et simple de la décision de suspension de leur collègue, en sa qualité de technicien de l'emploi qui a cumulé plus de 30 ans de loyaux services, un père de famille exemplaire et discipliné qui mérite en principe encouragement, en témoignent ses collègues, et partant, en sa qualité de président du comité de soutien du 4<sup>e</sup> mandat pour Bouteflika. Une démarche que soutient la quasi-totalité des travailleurs, selon le communiqué en notre possession.

B. Henine

RELIZANE

Les doléances des sportifs de la région d'Oued Djemaâ

Les amateurs de sport dans la région de Oued Djemaâ lancent un véritable cri de détresse aux responsables de la commune afin de relancer les activités sportives.

Nonobstant la disponibilité de certaines structures sportives, telles qu'un stade et une salle de sport, les athlètes de cette région sont contraints de se déplacer à Relizane ou à Oued R'hiou, parfois même à Yellel, afin d'exercer leur sport favori, dépensant ainsi des sommes non négligeables. Pour certains, cette situation est à l'origine de l'«engourdissement» des activités sportives, depuis 2010. Cette décision, ajoutent-ils, a été prise par les instances locales après les actes de violence qui se

sont produits au stade communal après la défaite de l'équipe des IRBOD.

Pour d'autres, elle est due au manque de responsables pouvant assurer la gestion de ces structures, y compris les activités sportives. «Je dois me déplacer trois fois par semaine à Relizane afin de pratiquer mon sport préféré qui est le kick boxing», nous dit Djamel, un brin amer.

En conséquence, les jeunes qui ne peuvent couvrir «ces dépenses» ont laissé tomber le sport pour plonger dans les fléaux sociaux surtout la drogue, pour tuer le temps. Les responsables sont donc interpellés afin de donner un nouveau souffle à ces jeunes désespérés.

A. Rahmane